

SOMMAIRE

CHRONIQUE PARLEMENTAIRE. CAUSERIE. SERVICE A THE. PORCELAINE. \$5.00. C.S. Shaw & Cie. 63 rue Sparks. Pardessus. 100. Usters. OUVRIERS DE CHANTIERS. C. GAGNÉ ET Cie. 277, RUE WELLINGTON.

CHRONIQUE PARLEMENTAIRE

Le secrétaire d'Etat a soumis son rapport à la Chambre. On constate que ce département a reçu l'année dernière 9,793 documents et qu'il en a expédié 7,457. Le rapport du registraire du Canada indique une augmentation considérable dans les opérations de l'année; il en est de même pour la Gazette Officielle. Il a été distribué un plus grand nombre de statuts qu'à l'ordinaire par suite des nominations multipliées des juges de paix.

L'imprimeur de la Reine suggère, de nouveau d'adopter le système suivi en Angleterre au sujet de la distribution des documents imprimés aux frais du gouvernement. Selon lui, on devrait offrir en vente à un prix modéré les statuts ou autres documents, de manière à les mettre à la portée de tout le monde, ce qui remédierait à une multitude d'inconvénients et serait une source plus grande de revenu. Nous croyons que cette commandation est très sage et qu'elle devrait être adoptée par le gouvernement.

Dans son désir louable de s'attacher à tout ce qui ressemble de près ou de loin à l'anglomanie, notre excellent confrère du Courrier de Montréal commet une injustice envers M. Caron, député de Québec, que nous croyons devoir lui signaler. Il est vrai que M. Caron a proposé que la province d'Ontario fut seule représentée devant le comité chargé d'étudier la question de la limite nord-ouest de cette province, mais on ne saurait conclure de cela qu'il a voulu ainsi faire la cour aux Anglais d'Ontario, au détriment de la province de Québec.

Il ne faut pas oublier qu'il ne s'agit pas, dans ce cas, d'une contestation entre Ontario et Québec, mais bien d'une contestation entre Ontario et le gouvernement canadien. Comme l'extension des limites réclamées par la province d'Ontario ne doit pas être prise sur le territoire de Québec, celle-ci n'est pas plus intéressée dans cette question que ne le sont les autres provinces en général. Au reste, toutes les provinces sont virtuellement représentées dans le comité par le gouvernement fédéral dont le devoir est de rendre justice à toutes indistinctement. N'oublions pas que Québec, comptant parmi les membres du comité plusieurs députés influents et capables, MM. Mousseau, Caron et Geoffroy, il n'y a pas lieu de craindre que ses intérêts ne soient habilement défendus par ces messieurs. Nous connaissons assez le député du comté de Québec pour savoir qu'il serait le dernier à vouloir proposer quoique se soit qu'il fut de nature à porter atteinte aux intérêts de la population française de ce pays.

Nous disions l'autre jour que M. Keeler présenterait quand même son projet de loi pour abolir la cour suprême, et que sans l'assurance que des modifications considérables seraient apportées au système existant, il serait très difficile d'empêcher l'abolition de ce tribunal. Le débat d'hier a montré que nous avions raison, sous ce double rapport. Avec la ténacité qui le caractérise, M. Keeler a présenté son projet de loi—résistant ainsi à toutes les demandes qu'on a pu lui faire de le retirer;—et le gouvernement, parfaitement éclairé sur les besoins de la situation par les sentiments exprimés par la députation, a franchement déclaré qu'une réforme était nécessaire dans la constitution et le fonctionnement de la cour pour pouvoir donner satisfaction à l'opinion publique.

Après cette déclaration, le sort de la cour suprême ne courrait plus aucun risque, car non-seulement elle avait pour défenseurs les membres du gouvernement et les chefs de l'opposition qui, eux, sont responsables de son établissement; mais bon nombre de ses adversaires naturels consentaient à faire taire leur opposition afin de donner un loyal essai à la réforme promise par le gouvernement. Aussi, n'est-il pas étonnant que, dans ces conditions, le projet de loi de M. Keeler n'ait rallié que 29 voix contre 148.

ECHOS DU JOUR

M. Godson, inspecteur en chef du bureau de l'intérieur, et M. Davis, inspecteur des distilleries, sont actuellement en cette ville. Les édifices de la législature du Nouveau-Brunswick ont été incendiés. En conséquence, les chambres ont été prorogées jusqu'au 12 mars. Le Post annonce qu'il discutera sa publication, le 13 mars prochain. Le True Witness, qui en était l'édition hebdomadaire, continuera cependant de paraître. Les raffineurs d'huile ont eu, hier, une entrevue avec le ministre du revenu de l'intérieur, et lui ont longuement exposé leurs vues sur cette question. Sa Grandeur Mgr Duhamel est actuellement en visite pastorale. Il doit visiter d'ici au 6 mars les localités suivantes: Brudenell, Hagarty, Springtown, Renfrew, Pembroke et Arnprior. La collecte ordonnée par Sa Grandeur Mgr Duhamel, dans les différentes églises du diocèse pour venir en aide aux Irlandais, a produit une somme d'environ \$2,000, qui a été envoyée à Mgr Gillooly, d'Elphin, Irlande. Le Constitutionnel a un correspondant qui veut à tout prix enseigner l'histoire et la langue française à ses lecteurs. Pour la langue, il ne la sait que juste assez pour se faire comprendre. En histoire, il est plus fort: il mêle Ottawa avec Kingston en disant que le site de la capitale se nommait autrefois Gataracoati.

MM. Aselin, Joseph Parent, Dr Pelletier et N. Côté ont été mis en nomination à Rimouski. Tous les quatre se présentent comme partisans du cabinet Chapeau, ce qui montre jusqu'à quel point fidèle conservatrice fait du progrès dans la province de Québec. L'honorable M. Chapeau est actuellement dans le comté. Il paraît bien certain que cette fois que M. Price, député de Chicoutimi, a donné sa démission pour cause de mauvaise santé. Un partisan du ministère Chapeau se fera élire facilement dans ce comté, ce qui ne contribuera pas peu à rendre la phan-

CHAMBRE DES COMMUNES

26 février 1880. L'orateur prend son siège à trois heures. On s'occupe des affaires de routine. M. Robertson présente le troisième rapport du comité des ordres permanents. M. Robinson fait une motion demandant que le délai accordé pour la présentation des mesures d'un intérêt privé soit prolongé de quelques jours. Les projets de loi suivants sont présentés: M. Stephenson—Bill constituant la compagnie de navigation des lacs Saint-Pierre et Erié. M. Girouard—Bill relatif à la compagnie d'assurance de Montréal. M. Cameron (Victoria)—Bill constituant la banque des cultivateurs. M. McCarthy—Bill constituant la compagnie du pont Niagara et de la Grande Ile. M. Royal—Bill autorisant la construction d'un pont sur la rivière Rouge et de la rivière St-James. M. McCarthy présente un projet de loi à l'effet d'amender l'acte relatif à la cour suprême et à la cour de l'échiquier. Cet acte a pour objet d'accorder à la cour suprême du Canada des pouvoirs semblables à ceux que possède la cour d'appel de Toronto. M. McCarthy présente un projet de loi pour amender la procédure dans les causes criminelles. En réponse à M. Muttart, demandant si le gouvernement a l'intention de construire un bris-ice dans la Baie Fortune, dans l'île du Prince-Edouard, dans des lettres écrites dans une requête présentée lors de la dernière session, M. Langevin répond que le gouvernement étudie la question. En réponse à M. McDonald, (King) M. Langevin dit que le gouvernement ne pouvait s'engager, pour le moment, à refaire le revêtement placé sur le côté est de la rivière Souris et à construire un bris-ice à la Pointe aux Homards, à Souris-Ouest, le du Prince-Edouard. La motion de M. Fleming, demandant copie de l'arrêt du conseil prohibant le débarquement au port d'Halifax, des émigrants qui ne possèdent pas la somme de \$20, est adoptée. M. Keeler fait une motion demandant la seconde lecture d'un projet de loi ayant pour effet d'abroger l'acte constituant la cour suprême. Lorsque l'ai dernier j'ai présenté ce projet de loi, j'ai rencontré une vive opposition de la part des honorables députés siégeant de l'autre côté de la Chambre, et on a été jusqu'à prétendre que je voulais faire une plaisanterie. Telle n'était pas mon intention; cependant, je voulais savoir, comme aujourd'hui, réaliser une économie que le pays demandait en abolissant la Cour suprême. Ce projet est inutile, je ne vois pas quels sont les arguments qu'on peut invoquer en sa faveur, et je crains même qu'elle n'ait été établie que dans le but de créer des charges honorables et avantageuses pour quelques partisans de l'ancien gouvernement.

CHAMBRE DES COMMUNES

Les frais de cette cour sont tellement élevés que les riches seuls peuvent s'y adresser; elle est donc ainsi inutile. De plus elle est impopulaire principalement dans la province de Québec, qui possède une législation indépendante de celle de la Cour. Toutes les causes qui ont été jugées devant la Cour suprême auraient pu être décidées tout aussi bien par un tribunal d'arbitrage; il en est de même de celles qui sont encore pendantes. Le projet de loi d'administration de la justice augmenté d'une façon alarmante, en 1873 ils étaient de \$318, et en 1879 ils se sont élevés à la somme de \$597,895. La cour de l'échiquier coûte à elle seule \$600,000 et le plus de la somme à supporter ont été le nouveau fardeau si on construit, comme il est en question, des édifices pour cette cour. Hon. M. James Macdonald—L'an dernier, en effet, j'ai dit en parlant du projet de loi honorable député, qu'il voulait faire une plaisanterie au déhors de la Chambre. Je n'avais alors aucune intention de l'offenser. Pour qu'une cour rendant des services, il faut qu'elle possède la confiance de la population et du moment qu'elle la perdue, elle devient un corps inutile. La cour suprême possède certainement la confiance générale, et il est impossible de prétendre que ses jugements n'ont pas toujours été acclamés avec le plus grand respect. Elle est formée de magistrats éminents, qui occupent de hautes positions sur le banc judiciaire de leurs provinces, et s'étaient acquis le respect et la confiance du barreau. Cette cour est, du reste, une des nécessités de la confédération, car c'est le seul tribunal compétent pour

CHAMBRE DES COMMUNES

décider des difficultés qui s'élevaient entre le gouvernement fédéral et les provinces. Sir John Macdonald—L'établissement de la Cour Suprême est une des conséquences naturelles du développement du pays; il serait dangereux aujourd'hui d'abolir ce tribunal. On dit qu'il ne possède pas la confiance du pays, mais si c'est vraiment le cas, cette impression ne sera pas durable, grâce aux réformes qu'on pourra introduire à sa constitution. On se plaint des frais énormes de cette cour, mais les plaideurs n'auraient-ils pas à dépenser bien davantage si les appels devaient être portés en Angleterre. Les objections de la province de Québec ont beaucoup de force; son code civil est différent et deux des juges seulement le connaissent à fond; c'est là une des raisons qui m'avaient poussé autrefois à retarder l'établissement de cette cour. Maintenant que le tribunal est constitué, tous nos efforts doivent tendre à l'améliorer et il n'est pas douteux que les réformes que nous pourrions y introduire, avec le concours des membres de cette chambre appartenant à la profession légale, donneront satisfaction à tous. Il est inutile de maintenir cette cour; il est certain que tous les plaideurs préfèrent s'adresser à la décision du plus haut tribunal de l'empire; le conseil privé. M. Cameron (Huron)—La cour suprême possède la confiance générale, et si cette confiance a été un peu ébranlée dans certaines provinces, c'est grâce aux attaques dirigées dans cette chambre contre ce tribunal, par des députés appartenant au barreau. La cour suprême est un tribunal trop nouveau pour qu'on puisse se prononcer sur son efficacité; le temps seul montrera si elle constitue une institution utile au pays. M. Plumb—On ne peut demander l'abolition de cette cour, sans attendre les réformes promises par l'honorable ministre de la justice. M. McDonald (Inverness)—Il n'est pas juste de dire que la cour suprême n'a pas donné satisfaction entière au Nouveau-Brunswick. M. Cameron—Celle cour est tout aussi nécessaire que le parlement et elle n'est certainement pas impopulaire dans Ontario. On peut cependant demander entre autres amendements, une modification qui abrège les délais dans lesquels se rendent les jugements. M. Brecken—Il est pénible de voir chaque année les mêmes attaques dirigées contre ce tribunal. Dans la province que je représente, cette cour jouit de la plus grande popularité. M. Haggart—Les frais de la cour suprême sont trop considérables, bien des plaideurs redoutent de s'y adresser. M. Fiset—La question de la cour suprême a été longuement discutée aux dernières élections; tous les électeurs du comté que je représente se sont prononcés contre ce tribunal. Si les heures l'orateur quitte le fauteuil. SEANCE DU SOIR. M. Mousseau reprend le débat sur la motion de M. Keeler, relative à l'abolition de la cour suprême. De regret de ne pas partager les opinions de mes honorables amis, mais je dois dire qu'après avoir sérieusement étudié la question de la cour suprême, je me suis convaincu que c'était un tribunal inutile. Quant à sa composition je ne puis que dire qu'il est formé de magistrats éminents et habiles. En 1875, je me suis prononcé d'une façon catégorique sur la question et aujourd'hui mon opinion n'a fait que s'affermir. La cour suprême entraîne des dépenses énormes, sa création n'est pas, comme on a voulu le dire, une des conséquences naturelles de la Confédération, et comme aucune des provinces ne la demandait, il était donc superflu de créer un nouveau tribunal sans la moindre nécessité. Cette cour dont l'utilité est fort discutée dans les différentes provinces n'est que le produit de la confédération, et ne peut être nuisible à la province de Québec, attendu que la majorité de ses juges n'ont pas une connaissance assez approfondie des lois spéciales qui nous régissent dans les matières civiles. Il faut espérer que la mesure présentée par l'honorable député recevra l'assentiment de la Chambre. M. Blake—Un des arguments les plus forts dirigés contre la Cour suprême, est qu'avant d'arriver à ce tribunal il faut passer par la juridiction de plusieurs cours inférieures. Cette remarque est assez juste pour Québec et Ontario, mais elle ne peut s'appliquer aux autres provinces. Le Conseil privé est un tribunal essentiel; c'est le seul qui puisse et doive décider des contestations d'élections et des difficultés qui peuvent s'élever entre les provinces et le gouvernement. Cette cour offre aux plaideurs plus de garantie que le Conseil Privé, attendu qu'elle est composée de juges possédant, parfaitement nos lois. Je propose donc comme amendement que le bill soit l'an seconde fois dans six mois. M. Girouard—Tout en admettant parfaitement que la cour suprême n'est pas utile à la province de Québec, je crois qu'il ne serait pas sage d'abolir ce tribunal avant d'avoir acquis une expérience plus complète de son utilité. C'est à tort qu'on a dit que le conseil privé est ignorant des lois des colonies; pourquoi, s'il en était ainsi, aurait-il tous les jours à décider de causes portées devant lui par Saint-Lucie et les différentes possessions anglaises. M. Weldon se prononce en faveur du maintien de la cour. M. McCarthy approuve plusieurs remarques de l'honorable député de West Durham, mais il ne croit pas à la compétence de la cour en matière constitutionnelle.

CAUSERIE

Le Bon s'amusse. Pas précisément le roi, mais le représentant de Sa Majesté en la loyale province d'Ontario, M. Mc-Master, député de Glengarry, vient de m'apprendre, par un discours récemment prononcé devant la législature d'Ontario, à quoi il faut s'en tenir sur les prétendus économistes des économistes du Globe et de son prophète. L'an dernier, le premier ministre de notre province décida que le lieutenant-gouverneur ferait—aux frais du trésor, bien entendu—une excursion dans le nouveau territoire que la commission d'arbitrage nommée par le gouvernement de M. Mackenzie, a bien voulu nous adjuger.—La sentence arbitrale est contestée, comme on le sait.—Puis importé, l'excursion a eu lieu et le lieutenant-gouverneur fit une excursion dans le nouveau territoire que la commission d'arbitrage nommée par le gouvernement de M. Mackenzie, a bien voulu nous adjuger.—La sentence arbitrale est contestée, comme on le sait.—Puis importé, l'excursion a eu lieu et le lieutenant-gouverneur fit une excursion dans le nouveau territoire que la commission d'arbitrage nommée par le gouvernement de M. Mackenzie, a bien voulu nous adjuger.—La sentence arbitrale est contestée, comme on le sait.—Puis importé, l'excursion a eu lieu et le lieutenant-gouverneur fit une excursion dans le nouveau territoire que la commission d'arbitrage nommée par le gouvernement de M. Mackenzie, a bien voulu nous adjuger.—La sentence arbitrale est contestée, comme on le sait.—Puis importé, l'excursion a eu lieu et le lieutenant-gouverneur fit une excursion dans le nouveau territoire que la commission d'arbitrage nommée par le gouvernement de M. Mackenzie, a bien voulu nous adjuger.—La sentence arbitrale est contestée, comme on le sait.—Puis importé, l'excursion a eu lieu et le lieutenant-gouverneur fit une excursion dans le nouveau territoire que la commission d'arbitrage nommée par le gouvernement de M. Mackenzie, a bien voulu nous adjuger.—La sentence arbitrale est contestée, comme on le sait.—Puis importé, l'excursion a eu lieu et le lieutenant-gouverneur fit une excursion dans le nouveau territoire que la commission d'arbitrage nommée par le gouvernement de M. Mackenzie, a bien voulu nous adjuger.—La sentence arbitrale est contestée, comme on le sait.—Puis importé, l'excursion a eu lieu et le lieutenant-gouverneur fit une excursion dans le nouveau territoire que la commission d'arbitrage nommée par le gouvernement de M. Mackenzie, a bien voulu nous adjuger.—La sentence arbitrale est contestée, comme on le sait.—Puis importé, l'excursion a eu lieu et le lieutenant-gouverneur fit une excursion dans le nouveau territoire que la commission d'arbitrage nommée par le gouvernement de M. Mackenzie, a bien voulu nous adjuger.—La sentence arbitrale est contestée, comme on le sait.—Puis importé, l'excursion a eu lieu et le lieutenant-gouverneur fit une excursion dans le nouveau territoire que la commission d'arbitrage nommée par le gouvernement de M. Mackenzie, a bien voulu nous adjuger.—La sentence arbitrale est contestée, comme on le sait.—Puis importé, l'excursion a eu lieu et le lieutenant-gouverneur fit une excursion dans le nouveau territoire que la commission d'arbitrage nommée par le gouvernement de M. Mackenzie, a bien voulu nous adjuger.—La sentence arbitrale est contestée, comme on le sait.—Puis importé, l'excursion a eu lieu et le lieutenant-gouverneur fit une excursion dans le nouveau territoire que la commission d'arbitrage nommée par le gouvernement de M. Mackenzie, a bien voulu nous adjuger.—La sentence arbitrale est contestée, comme on le sait.—Puis importé, l'excursion a eu lieu et le lieutenant-gouverneur fit une excursion dans le nouveau territoire que la commission d'arbitrage nommée par le gouvernement de M. Mackenzie, a bien voulu nous adjuger.—La sentence arbitrale est contestée, comme on le sait.—Puis importé, l'excursion a eu lieu et le lieutenant-gouverneur fit une excursion dans le nouveau territoire que la commission d'arbitrage nommée par le gouvernement de M. Mackenzie, a bien voulu nous adjuger.—La sentence arbitrale est contestée, comme on le sait.—Puis importé, l'excursion a eu lieu et le lieutenant-gouverneur fit une excursion dans le nouveau territoire que la commission d'arbitrage nommée par le gouvernement de M. Mackenzie, a bien voulu nous adjuger.—La sentence arbitrale est contestée, comme on le sait.—Puis importé, l'excursion a eu lieu et le lieutenant-gouverneur fit une excursion dans le nouveau territoire que la commission d'arbitrage nommée par le gouvernement de M. Mackenzie, a bien voulu nous adjuger.—La sentence arbitrale est contestée, comme on le sait.—Puis importé, l'excursion a eu lieu et le lieutenant-gouverneur fit une excursion dans le nouveau territoire que la commission d'arbitrage nommée par le gouvernement de M. Mackenzie, a bien voulu nous adjuger.—La sentence arbitrale est contestée, comme on le sait.—Puis importé, l'excursion a eu lieu et le lieutenant-gouverneur fit une excursion dans le nouveau territoire que la commission d'arbitrage nommée par le gouvernement de M. Mackenzie, a bien voulu nous adjuger.—La sentence arbitrale est contestée, comme on le sait.—Puis importé, l'excursion a eu lieu et le lieutenant-gouverneur fit une excursion dans le nouveau territoire que la commission d'arbitrage nommée par le gouvernement de M. Mackenzie, a bien voulu nous adjuger.—La sentence arbitrale est contestée, comme on le sait.—Puis importé, l'excursion a eu lieu et le lieutenant-gouverneur fit une excursion dans le nouveau territoire que la commission d'arbitrage nommée par le gouvernement de M. Mackenzie, a bien voulu nous adjuger.—La sentence arbitrale est contestée, comme on le sait.—Puis importé, l'excursion a eu lieu et le lieutenant-gouverneur fit une excursion dans le nouveau territoire que la commission d'arbitrage nommée par le gouvernement de M. Mackenzie, a bien voulu nous adjuger.—La sentence arbitrale est contestée, comme on le sait.—Puis importé, l'excursion a eu lieu et le lieutenant-gouverneur fit une excursion dans le nouveau territoire que la commission d'arbitrage nommée par le gouvernement de M. Mackenzie, a bien voulu nous adjuger.—La sentence arbitrale est contestée, comme on le sait.—Puis importé, l'excursion a eu lieu et le lieutenant-gouverneur fit une excursion dans le nouveau territoire que la commission d'arbitrage nommée par le gouvernement de M. Mackenzie, a bien voulu nous adjuger.—La sentence arbitrale est contestée, comme on le sait.—Puis importé, l'excursion a eu lieu et le lieutenant-gouverneur fit une excursion dans le nouveau territoire que la commission d'arbitrage nommée par le gouvernement de M. Mackenzie, a bien voulu nous adjuger.—La sentence arbitrale est contestée, comme on le sait.—Puis importé, l'excursion a eu lieu et le lieutenant-gouverneur fit une excursion dans le nouveau territoire que la commission d'arbitrage nommée par le gouvernement de M. Mackenzie, a bien voulu nous adjuger.—La sentence arbitrale est contestée, comme on le sait.—Puis importé, l'excursion a eu lieu et le lieutenant-gouverneur fit une excursion dans le nouveau territoire que la commission d'arbitrage nommée par le gouvernement de M. Mackenzie, a bien voulu nous adjuger.—La sentence arbitrale est contestée, comme on le sait.—Puis importé, l'excursion a eu lieu et le lieutenant-gouverneur fit une excursion dans le nouveau territoire que la commission d'arbitrage nommée par le gouvernement de M. Mackenzie, a bien voulu nous adjuger.—La sentence arbitrale est contestée, comme on le sait.—Puis importé, l'excursion a eu lieu et le lieutenant-gouverneur fit une excursion dans le nouveau territoire que la commission d'arbitrage nommée par le gouvernement de M. Mackenzie, a bien voulu nous adjuger.—La sentence arbitrale est contestée, comme on le sait.—Puis importé, l'excursion a eu lieu et le lieutenant-gouverneur fit une excursion dans le nouveau territoire que la commission d'arbitrage nommée par le gouvernement de M. Mackenzie, a bien voulu nous adjuger.—La sentence arbitrale est contestée, comme on le sait.—Puis importé, l'excursion a eu lieu et le lieutenant-gouverneur fit une excursion dans le nouveau territoire que la commission d'arbitrage nommée par le gouvernement de M. Mackenzie, a bien voulu nous adjuger.—La sentence arbitrale est contestée, comme on le sait.—Puis importé, l'excursion a eu lieu et le lieutenant-gouverneur fit une excursion dans le nouveau territoire que la commission d'arbitrage nommée par le gouvernement de M. Mackenzie, a bien voulu nous adjuger.—La sentence arbitrale est contestée, comme on le sait.—Puis importé, l'excursion a eu lieu et le lieutenant-gouverneur fit une excursion dans le nouveau territoire que la commission d'arbitrage nommée par le gouvernement de M. Mackenzie, a bien voulu nous adjuger.—La sentence arbitrale est contestée, comme on le sait.—Puis importé, l'excursion a eu lieu et le lieutenant-gouverneur fit une excursion dans le nouveau territoire que la commission d'arbitrage nommée par le gouvernement de M. Mackenzie, a bien voulu nous adjuger.—La sentence arbitrale est contestée, comme on le sait.—Puis importé, l'excursion a eu lieu et le lieutenant-gouverneur fit une excursion dans le nouveau territoire que la commission d'arbitrage nommée par le gouvernement de M. Mackenzie, a bien voulu nous adjuger.—La sentence arbitrale est contestée, comme on le sait.—Puis importé, l'excursion a eu lieu et le lieutenant-gouverneur fit une excursion dans le nouveau territoire que la commission d'arbitrage nommée par le gouvernement de M. Mackenzie, a bien voulu nous adjuger.—La sentence arbitrale est contestée, comme on le sait.—Puis importé, l'excursion a eu lieu et le lieutenant-gouverneur fit une excursion dans le nouveau territoire que la commission d'arbitrage nommée par le gouvernement de M. Mackenzie, a bien voulu nous adjuger.—La sentence arbitrale est contestée, comme on le sait.—Puis importé, l'excursion a eu lieu et le lieutenant-gouverneur fit une excursion dans le nouveau territoire que la commission d'arbitrage nommée par le gouvernement de M. Mackenzie, a bien voulu nous adjuger.—La sentence arbitrale est contestée, comme on le sait.—Puis importé, l'excursion a eu lieu et le lieutenant-gouverneur fit une excursion dans le nouveau territoire que la commission d'arbitrage nommée par le gouvernement de M. Mackenzie, a bien voulu nous adjuger.—La sentence arbitrale est contestée, comme on le sait.—Puis importé, l'excursion a eu lieu et le lieutenant-gouverneur fit une excursion dans le nouveau territoire que la commission d'arbitrage nommée par le gouvernement de M. Mackenzie, a bien voulu nous adjuger.—La sentence arbitrale est contestée, comme on le sait.—Puis importé, l'excursion a eu lieu et le lieutenant-gouverneur fit une excursion dans le nouveau territoire que la commission d'arbitrage nommée par le gouvernement de M. Mackenzie, a bien voulu nous adjuger.—La sentence arbitrale est contestée, comme on le sait.—Puis importé, l'excursion a eu lieu et le lieutenant-gouverneur fit une excursion dans le nouveau territoire que la commission d'arbitrage nommée par le gouvernement de M. Mackenzie, a bien voulu nous adjuger.—La sentence arbitrale est contestée, comme on le sait.—Puis importé, l'excursion a eu lieu et le lieutenant-gouverneur fit une excursion dans le nouveau territoire que la commission d'arbitrage nommée par le gouvernement de M. Mackenzie, a bien voulu nous adjuger.—La sentence arbitrale est contestée, comme on le sait.—Puis importé, l'excursion a eu lieu et le lieutenant-gouverneur fit une excursion dans le nouveau territoire que la commission d'arbitrage nommée par le gouvernement de M. Mackenzie, a bien voulu nous adjuger.—La sentence arbitrale est contestée, comme on le sait.—Puis importé, l'excursion a eu lieu et le lieutenant-gouverneur fit une excursion dans le nouveau territoire que la commission d'arbitrage nommée par le gouvernement de M. Mackenzie, a bien voulu nous adjuger.—La sentence arbitrale est contestée, comme on le sait.—Puis importé, l'excursion a eu lieu et le lieutenant-gouverneur fit une excursion dans le nouveau territoire que la commission d'arbitrage nommée par le gouvernement de M. Mackenzie, a bien voulu nous adjuger.—La sentence arbitrale est contestée, comme on le sait.—Puis importé, l'excursion a eu lieu et le lieutenant-gouverneur fit une excursion dans le nouveau territoire que la commission d'arbitrage nommée par le gouvernement de M. Mackenzie, a bien voulu nous adjuger.—La sentence arbitrale est contestée, comme on le sait.—Puis importé, l'excursion a eu lieu et le lieutenant-gouverneur fit une excursion dans le nouveau territoire que la commission d'arbitrage nommée par le gouvernement de M. Mackenzie, a bien voulu nous adjuger.—La sentence arbitrale est contestée, comme on le sait.—Puis importé, l'excursion a eu lieu et le lieutenant-gouverneur fit une excursion dans le nouveau territoire que la commission d'arbitrage nommée par le gouvernement de M. Mackenzie, a bien voulu nous adjuger.—La sentence arbitrale est contestée, comme on le sait.—Puis importé, l'excursion a eu lieu et le lieutenant-gouverneur fit une excursion dans le nouveau territoire que la commission d'arbitrage nommée par le gouvernement de M. Mackenzie, a bien voulu nous adjuger.—La sentence arbitrale est contestée, comme on le sait.—Puis importé, l'excursion a eu lieu et le lieutenant-gouverneur fit une excursion dans le nouveau territoire que la commission d'arbitrage nommée par le gouvernement de M. Mackenzie, a bien voulu nous adjuger.—La sentence arbitrale est contestée, comme on le sait.—Puis importé, l'excursion a eu lieu et le lieutenant-gouverneur fit une excursion dans le nouveau territoire que la commission d'arbitrage nommée par le gouvernement de M. Mackenzie, a bien voulu nous adjuger.—La sentence arbitrale est contestée, comme on le sait.—Puis importé, l'excursion a eu lieu et le lieutenant-gouverneur fit une excursion dans le nouveau territoire que la commission d'arbitrage nommée par le gouvernement de M. Mackenzie, a bien voulu nous adjuger.—La sentence arbitrale est contestée, comme on le sait.—Puis importé, l'excursion a eu lieu et le lieutenant-gouverneur fit une excursion dans le nouveau territoire que la commission d'arbitrage nommée par le gouvernement de M. Mackenzie, a bien voulu nous adjuger.—La sentence arbitrale est contestée, comme on le sait.—Puis importé, l'excursion a eu lieu et le lieutenant-gouverneur fit une excursion dans le nouveau territoire que la commission d'arbitrage nommée par le gouvernement de M. Mackenzie, a bien voulu nous adjuger.—La sentence arbitrale est contestée, comme on le sait.—Puis importé, l'excursion a eu lieu et le lieutenant-gouverneur fit une excursion dans le nouveau territoire que la commission d'arbitrage nommée par le gouvernement de M. Mackenzie, a bien voulu nous adjuger.—La sentence arbitrale est contestée, comme on le sait.—Puis importé, l'excursion a eu lieu et le lieutenant-gouverneur fit une excursion dans le nouveau territoire que la commission d'arbitrage nommée par le gouvernement de M. Mackenzie, a bien voulu nous adjuger.—La sentence arbitrale est contestée, comme on le sait.—Puis importé, l'excursion a eu lieu et le lieutenant-gouverneur fit une excursion dans le nouveau territoire que la commission d'arbitrage nommée par le gouvernement de M. Mackenzie, a bien voulu nous adjuger.—La sentence arbitrale est contestée, comme on le sait.—Puis importé, l'excursion a eu lieu et le lieutenant-gouverneur fit une excursion dans le nouveau territoire que la commission d'arbitrage nommée par le gouvernement de M. Mackenzie, a bien voulu nous adjuger.—La sentence arbitrale est contestée, comme on le sait.—Puis importé, l'excursion a eu lieu et le lieutenant-gouverneur fit une excursion dans le nouveau territoire que la commission d'arbitrage nommée par le gouvernement de M. Mackenzie, a bien voulu nous adjuger.—La sentence arbitrale est contestée, comme on le sait.—Puis importé, l'excursion a eu lieu et le lieutenant-gouverneur fit une excursion dans le nouveau territoire que la commission d'arbitrage nommée par le gouvernement de M. Mackenzie, a bien voulu nous adjuger.—La sentence arbitrale est contestée, comme on le sait.—Puis importé, l'excursion a eu lieu et le lieutenant-gouverneur fit une excursion dans le nouveau territoire que la commission d'arbitrage nommée par le gouvernement de M. Mackenzie, a bien voulu nous adjuger.—La sentence arbitrale est contestée, comme on le sait.—Puis importé, l'excursion a eu lieu et le lieutenant-gouverneur fit une excursion dans le nouveau territoire que la commission d'arbitrage nommée par le gouvernement de M. Mackenzie, a bien voulu nous adjuger.—La sentence arbitrale est contestée, comme on le sait.—Puis importé, l'excursion a eu lieu et le lieutenant-gouverneur fit une excursion dans le nouveau territoire que la commission d'arbitrage nommée par le gouvernement de M. Mackenzie, a bien voulu nous adjuger.—La sentence arbitrale est contestée, comme on le sait.—Puis importé, l'excursion a eu lieu et le lieutenant-gouverneur fit une excursion dans le nouveau territoire que la commission d'arbitrage nommée par le gouvernement de M. Mackenzie, a bien voulu nous adjuger.—La sentence arbitrale est contestée, comme on le sait.—Puis importé, l'excursion a eu lieu et le lieutenant-gouverneur fit une excursion dans le nouveau territoire que la commission d'arbitrage nommée par le gouvernement de M. Mackenzie, a bien voulu nous adjuger.—La sentence arbitrale est contestée, comme on le sait.—Puis importé, l'excursion a eu lieu et le lieutenant-gouverneur fit une excursion dans le nouveau territoire que la commission d'arbitrage nommée par le gouvernement de M. Mackenzie, a bien voulu nous adjuger.—La sentence arbitrale est contestée, comme on le sait.—Puis importé, l'excursion a eu lieu et le lieutenant-gouverneur fit une excursion dans le nouveau territoire que la commission d'arbitrage nommée par le gouvernement de M. Mackenzie, a bien voulu nous adjuger.—La sentence arbitrale est contestée, comme on le sait.—Puis importé, l'excursion a eu lieu et le lieutenant-gouverneur fit une excursion dans le nouveau territoire que la commission d'arbitrage nommée par le gouvernement de M. Mackenzie, a bien voulu nous adjuger.—La sentence arbitrale est contestée, comme on le sait.—Puis importé, l'excursion a eu lieu et le lieutenant-gouverneur fit une excursion dans le nouveau territoire que la commission d'arbitrage nommée par le gouvernement de M. Mackenzie, a bien voulu nous adjuger.—La sentence arbitrale est contestée, comme on le sait.—Puis importé, l'excursion a eu lieu et le lieutenant-gouverneur fit une excursion dans le nouveau territoire que la commission d'arbitrage nommée par le gouvernement de M. Mackenzie, a bien voulu nous adjuger.—La sentence arbitrale est contestée, comme on le sait.—Puis importé, l'excursion a eu lieu et le lieutenant-gouverneur fit une excursion dans le nouveau territoire que la commission d'arbitrage nommée par le gouvernement de M. Mackenzie, a bien voulu nous adjuger.—La sentence arbitrale est contestée, comme on le sait.—Puis importé, l'excursion a eu lieu et le lieutenant-gouverneur fit une excursion dans le nouveau territoire que la commission d'arbitrage nommée par le gouvernement de M. Mackenzie, a bien voulu nous adjuger.—La sentence arbitrale est contestée, comme on le sait.—Puis importé, l'excursion a eu lieu et le lieutenant-gouverneur fit une excursion dans le nouveau territoire que la commission d'arbitrage nommée par le gouvernement de M. Mackenzie, a bien voulu nous adjuger.—La sentence arbitrale est contestée, comme on le sait.—Puis importé, l'excursion a eu lieu et le lieutenant-gouverneur fit une excursion dans le nouveau territoire que la commission d'arbitrage nommée par le gouvernement de M. Mackenzie, a bien voulu nous adjuger.—La sentence arbitrale est contestée, comme on le sait.—Puis importé, l'excursion a eu lieu et le lieutenant-gouverneur fit une excursion dans le nouveau territoire que la commission d'arbitrage nommée par le gouvernement de M. Mackenzie, a bien voulu nous adjuger.—La sentence arbitrale est contestée, comme on le sait.—Puis importé, l'excursion a eu lieu et le lieutenant-gouverneur fit une excursion dans le nouveau territoire que la commission d'arbitrage nommée par le gouvernement de M. Mackenzie, a bien voulu nous adjuger.—La sentence arbitrale est contestée, comme on le sait.—Puis importé, l'excursion a eu lieu et le lieutenant-gouverneur fit une excursion dans le nouveau territoire que la commission d'arbitrage nommée par le gouvernement de M. Mackenzie, a bien voulu nous adjuger.—La sentence arbitrale est contestée, comme on le sait.—Puis importé, l'excursion a eu lieu et le lieutenant-gouverneur fit une excursion dans le nouveau territoire que la commission d'arbitrage nommée par le gouvernement de M. Mackenzie, a bien voulu nous adjuger.—La sentence arbitrale est contestée, comme on le sait.—Puis importé, l'excursion a eu lieu et le lieutenant-gouverneur fit une excursion dans le nouveau territoire que la commission d'arbitrage nommée par le gouvernement de M. Mackenzie, a bien voulu nous adjuger.—La sentence arbitrale est contestée, comme on le sait.—Puis importé, l'excursion a eu lieu et le lieutenant-gouverneur fit une excursion dans le nouveau territoire que la commission d'arbitrage nommée par le gouvernement de M. Mackenzie, a bien voulu nous adjuger.—La sentence arbitrale est contestée, comme on le sait.—Puis importé, l'excursion a eu lieu et le lieutenant-gouverneur fit une excursion dans le nouveau territoire que la commission d'arbitrage nommée par le gouvernement de M. Mackenzie, a bien voulu nous adjuger.—La sentence arbitrale est contestée, comme on le sait.—Puis importé, l'excursion a eu lieu et le lieutenant-gouverneur fit une excursion dans le nouveau territoire que la commission d'arbitrage nommée par le gouvernement de M. Mackenzie, a bien voulu nous adjuger.—La sentence arbitrale est contestée, comme on le sait.—Puis importé, l'excursion a eu lieu et le lieutenant-gouverneur fit une excursion dans le nouveau territoire que la commission d'arbitrage nommée par le gouvernement de M. Mackenzie, a bien voulu nous adjuger.—La sentence arbitrale est contestée, comme on le sait.—Puis importé, l'excursion a eu lieu et le lieutenant-gouverneur fit une excursion dans le nouveau territoire que la commission d'arbitrage nommée par le gouvernement de M. Mackenzie, a bien voulu nous adjuger.—La sentence arbitrale est contestée, comme on le sait.—Puis importé, l'excursion a eu lieu et le lieutenant-gouverneur fit une excursion dans le nouveau territoire que la commission d'arbitrage nommée par le gouvernement de M. Mackenzie, a bien voulu nous adjuger.—La sentence arbitrale est contestée, comme on le sait.—Puis importé, l'excursion a eu lieu et le lieutenant-gouverneur fit une excursion dans le nouveau territoire que la commission d'arbitrage nommée par le gouvernement de M. Mackenzie, a bien voulu nous adjuger.—La sentence arbitrale est contestée, comme on le sait.—Puis importé, l'excursion a eu lieu et le lieutenant-gouverneur fit une excursion dans le nouveau territoire que la commission d'arbitrage nommée par le gouvernement de M. Mackenzie, a bien voulu nous adjuger.—La sentence arbitrale est contestée, comme on le sait.—Puis importé, l'excursion a eu lieu et le lieutenant-gouverneur fit une excursion dans le nouveau territoire que la commission d'arbitrage nommée par le gouvernement de M. Mackenzie, a bien voulu nous adjuger.—La sentence arbitrale est contestée, comme on le sait.—Puis importé, l'excursion a eu lieu et le lieutenant-gouverneur fit une excursion dans le nouveau territoire que la commission d'arbitrage nommée par le gouvernement de M. Mackenzie, a bien voulu nous adjuger.—La sentence arbitrale est contestée, comme on le sait.—Puis importé, l'excursion a eu lieu et le lieutenant-gouverneur fit une excursion dans le nouveau territoire que la commission d'arbitrage nommée par le gouvernement de M. Mackenzie, a bien voulu nous adjuger.—La sentence arbitrale est contestée, comme on le sait.—Puis importé, l'excursion a eu lieu et le lieutenant-gouverneur fit une excursion dans le nouveau territoire que la commission d'arbitrage nommée par le gouvernement de M. Mackenzie, a bien voulu nous adjuger.—La sentence arbitrale est contestée, comme on le sait.—Puis importé, l'excursion a eu lieu et le lieutenant-gouverneur fit une excursion dans le nouveau territoire que la commission d'arbitrage nommée par le gouvernement de M. Mackenzie, a bien voulu nous adjuger.—La sentence arbitrale est contestée, comme on le sait.—Puis importé, l'excursion a eu lieu et le lieutenant-gouverneur fit une excursion dans le nouveau territoire que la commission d'arbitrage nommée par le gouvernement de M. Mackenzie, a bien voulu nous adjuger.—La sentence arbitrale est contestée, comme on le sait.—Puis importé, l'excursion a eu lieu et le lieutenant-gouverneur fit une excursion dans le nouveau territoire que la commission d'arbitrage nommée par le gouvernement de M. Mackenzie, a bien voulu nous adjuger.—La sentence arbitrale est contestée, comme on le sait.—Puis importé, l'excursion a eu lieu et le lieutenant-gouverneur fit une excursion dans le nouveau territoire que la commission d'arbitrage nommée par le gouvernement de M. Mackenzie, a bien voulu nous adjuger.—La sentence arbitrale est contestée, comme on le sait.—Puis importé, l'excursion a eu lieu et le lieutenant-gouverneur fit une excursion dans le nouveau territoire que la commission d'arbitrage nommée par le gouvernement de M. Mackenzie, a bien voulu nous adjuger.—La sentence arbitrale est contestée, comme on le sait.—Puis importé, l'excursion a eu lieu et le lieutenant-gouverneur fit une excursion dans le nouveau territoire que la commission d'arbitrage nommée par le gouvernement de M. Mackenzie, a bien voulu nous adjuger.—La sentence arbitrale est contestée, comme on le sait.—Puis importé, l'excursion a eu lieu et le lieutenant-gouverneur fit une excursion dans le nouveau territoire que la commission d'arbitrage nommée par le gouvernement de M. Mackenzie, a bien voulu nous adjuger.—La sentence arbitrale est contestée, comme on le sait.—Puis importé, l'excursion a eu lieu et le lieutenant-gouverneur fit une excursion dans le nouveau territoire que la commission d'arbitrage nommée par le gouvernement de M. Mackenzie, a bien voulu nous adjuger.—La sentence arbitrale est contestée, comme on le sait.—Puis importé, l'excursion a eu lieu et le lieutenant-gouverneur fit une excursion dans le nouveau territoire que la commission d'arbitrage nommée par le gouvernement de M. Mackenzie, a bien voulu nous adjuger.—La sentence arbitrale est contestée, comme on le sait.—Puis importé, l'excursion a eu lieu et le lieutenant-gouverneur fit une excursion dans le nouveau territoire que la commission d'arbitrage nommée par le gouvernement de M. Mackenzie, a bien voulu nous adjuger.—La sentence arbitrale est contestée, comme on le sait.—Puis importé, l'excursion a eu lieu et le lieutenant-gouverneur fit une excursion dans le nouveau territoire que la commission d'arbitrage nommée par le gouvernement de M. Mackenzie, a bien voulu nous adjuger.—La sentence arbitrale est contestée, comme on le sait.—Puis importé, l'excursion a eu lieu et le lieutenant-gouverneur fit une excursion dans le nouveau territoire que la commission d'arbitrage nommée par le gouvernement de M. Mackenzie, a bien voulu nous adjuger.—La sentence arbitrale est contestée, comme on le sait.—Puis importé, l'excursion a eu lieu et le lieutenant-gouverneur fit une excursion dans le nouveau territoire que la commission d'arbitrage nommée par le gouvernement de M. Mackenzie, a bien voulu nous adjuger.—La sentence arbitrale est contestée, comme on le sait.—Puis importé, l'excursion a eu lieu et le lieutenant-gouverneur fit une excursion dans le nouveau territoire que la commission d'arbitrage nommée par le gouvernement de M. Mackenzie, a bien voulu nous adjuger.—La sentence arbitrale est contestée, comme on le sait.—Puis importé, l'excursion a eu lieu et le lieutenant-gouverneur fit une excursion dans le nouveau territoire que la commission d'arbitrage nommée par le gouvernement de M. Mackenzie, a bien voulu nous adjuger.—La sentence arbitrale est contestée, comme on le sait.—Puis importé, l'excursion a eu lieu et le lieutenant-gouverneur fit une excursion dans le nouveau territoire que la commission d'arbitrage nommée par le gouvernement de M. Mackenzie, a bien voulu nous adjuger.—La sentence arbitrale est contestée, comme on le sait.—Puis importé, l'excursion a eu lieu et le lieutenant-gouverneur fit une excursion dans le nouveau territoire que la commission d'arbitrage nommée par le gouvernement de M. Mackenzie, a bien voulu nous adjuger.—La sentence arbitrale est contestée, comme on le sait.—Puis importé, l'excursion a eu lieu et le lieutenant-gouverneur fit une excursion dans le nouveau territoire que la commission d'arbitrage nommée par le gouvernement de M. Mackenzie, a bien voulu nous adjuger.—La sentence arbitrale est contestée, comme on le sait.—Puis importé, l'excursion a eu lieu et le lieutenant-gouverneur fit une excursion dans le nouveau territoire que la commission d'arbitrage nommée par le gouvernement de M. Mackenzie, a bien voulu nous adjuger.—La sentence arbitrale est contestée, comme on le sait.—Puis importé, l'excursion a eu lieu et le lieutenant-gouverneur fit une excursion dans le nouveau territoire que la commission d'arbitrage nommée par le gouvernement de M. Mackenzie, a bien voulu nous adjuger.—La sentence arbitrale est contestée, comme on le sait.—Puis importé, l'excursion a eu lieu et le lieutenant-gouverneur fit une excursion dans le nouveau territoire que la commission d'arbitrage nommée par le gouvernement de M. Mackenzie, a bien voulu nous adjuger.—La sentence arbitrale est contestée, comme on le sait.—Puis importé, l'excursion a eu lieu et le lieutenant-gouverneur fit une excursion dans le nouveau territoire que la commission d'arbitrage nommée par le gouvernement de M. Mackenzie, a bien voulu nous adjuger.—La sentence arbitrale est contestée, comme on le sait.—Puis importé, l'excursion a eu lieu et le lieutenant-gouverneur fit une excursion dans le nouveau territoire que la commission d'arbitrage nommée par le gouvernement de M. Mackenzie, a bien voulu nous adjuger.—La sentence arbitrale est contestée, comme on le sait.—Puis importé, l'excursion a eu lieu et le lieutenant-gouverneur fit une excursion dans le nouveau territoire que la commission d'arbitrage nommée par le gouvernement de M. Mackenzie, a bien voulu nous adjuger.—La sentence arbitrale est contestée, comme on le sait.—Puis importé, l'excursion a eu lieu et le lieutenant-gouverneur fit une excursion dans le nouveau territoire que la commission d'arbitrage nommée par le gouvernement de M. Mackenzie, a bien voulu nous adjuger.—La sentence arbitrale est contestée, comme on le sait.—Puis importé, l'excursion a eu lieu et le lieutenant-gouverneur fit une excursion dans le nouveau territoire que la commission d'arbitrage nommée par le gouvernement de M. Mackenzie, a bien voulu nous adjuger.—La sentence arbitrale est contestée, comme on le sait.—Puis importé, l'excursion a eu lieu et le lieutenant-gouverneur fit une excursion dans le nouveau territoire que la commission d'arbitrage nommée par le gouvernement de M. Mackenzie, a bien voulu nous adjuger.—La sentence arbitrale est contestée, comme on le sait.—Puis importé, l'excursion a eu lieu et le lieutenant-gouverneur fit une excursion dans le nouveau territoire que la commission d'arbitrage nommée par le gouvernement de M. Mackenzie, a bien voulu nous adjuger.—La sentence arbitrale est contestée, comme on le sait.—Puis importé, l'excursion a eu lieu et le lieutenant-gouverneur fit une excursion dans le nouveau territoire que la commission d'arbitrage nommée par le gouvernement de M. Mackenzie, a bien voulu nous adjuger.—La sentence arbitrale est contestée, comme on le sait.—Puis importé, l'excursion a eu lieu et le lieutenant-gouverneur fit une excursion dans le nouveau territoire que la commission d'arbitrage nommée par le gouvernement de M. Mackenzie, a bien voulu nous adjuger.—La sentence arbitrale est contestée, comme on le sait.—Puis importé, l'excursion a eu lieu et le lieutenant-gouverneur fit une excursion dans le nouveau territoire que la commission d'arbitrage nommée par le gouvernement de M. Mackenzie, a bien voulu nous adjuger.—La sentence arbitrale est contestée, comme on le sait.—Puis importé, l'excursion a eu lieu et le lieutenant-gouverneur fit une